

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté de Foresterie et de Géomatique
Département des Sciences du Bois et de la Forêt

Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

*Mémoire présenté aux
ÉTATS GÉNÉRAUX DU MONDE RURAL*

Union des Producteurs Agricoles

«*L'ENTRÉE DE LA FORÊT DANS LE MONDE DE L'ÉCOVIABILITÉ RURALE*»

par le
Professeur Gilles Lemieux

février 1991

Publication n° 17
(cinquième édition février 2004)

édité par le
Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux
UNIVERSITÉ LAVAL
Département des Sciences du Bois et de la Forêt
Québec G1K 7P4
QUÉBEC
Canada

L'entrée de la forêt dans le monde de l'écoviabilité rurale.

par le

Professeur Gilles Lemieux¹

C'est en juin 1910 que l'Université Laval mit sur pied la première école forestière universitaire au Québec et qui porte aujourd'hui le titre de faculté. Notre objectif fondamental fut jusqu'aux toutes dernières années, la production des bois d'œuvre et à pâte en conformité avec les préoccupations de l'époque. Ce n'est que ces tout récemment, avec l'évolution rapide de l'économie, de la technologie, des sciences en général et de l'Université québécoise en particulier que, tout comme le monde forestier, nous tentons de redéfinir notre place aussi bien dans le monde académique, scientifique, économique, social qu'écologique face à la crise environnementale et par là, philosophique.

Nous tentons depuis quelques années de nous redéfinir par rapport à la place traditionnelle de la forêt dans la vie rurale du siècle dernier et de la première moitié du vingtième. Dans le cadre écologique dans lequel notre société évolue de plus en plus, nous sentons le poids de la redéfinition et surtout celui de la place de l'Université dans notre société qui se voit contrainte, bon gré mal gré, d'assumer un leadership que nul autre ne peut prendre sur ses épaules. C'est un rôle difficile, souvent ingrat, mais d'une richesse inouïe pour qui veut l'assumer: celui d'alimenter la conscience collective en identifiant les valeurs fondamentales.

1. L'importance géographique de la forêt québécoise.

Peu de pays au monde peuvent se targuer d'avoir un patrimoine forestier aussi important que le Québec. Il est remarquable surtout par sa grande homogénéité d'essences résineuses se prêtant très bien à la transformation industrielle. L'abondance de la ressource, de la qualité de ses fibres, de l'hydro-électricité, l'abondance de la ressource humaine d'exploitation ainsi que la proximité des marchés de consommation devaient nous assurer

¹Département des Sciences du Bois et de la Forêt, Université Laval, Québec, Canada

prospérité et bien-être pour des générations à venir. Au fait, qu'en est-il après deux siècles d'exploitation et de transformation de la ressource forestière? C'est de plus en plus évident que nous sommes à la croisée des chemins et qu'il nous faudra prendre des décisions qui toucheront les générations futures. Comme la société québécoise, l'Université, dans sa mission sociale, s'ouvre sur de dures réalités qui pendant des décennies, n'étaient pas de nos horizons immédiats soit l'acquisition de connaissances nouvelles.

Le monde rural québécois s'est taillé un domaine à même celui de la forêt et y a installé sa culture, sa société paysanne, et sa richesse humaine. Pour ce faire, la société rurale a dû puiser à même le capital forestier sur place et souvent déclarer la forêt comme "ennemi" à l'installation de ses valeurs. Même en 1991, nous sommes encore imbus des traditions paysannes de la vieille France qui veulent que la forêt soit le refuge de toutes les difficultés et de tous les dangers. Nous n'avons pu occulter les tabous que les siècles antérieurs nous ont inculqués par la tradition.

L'importance géographique de notre domaine forestier a donc une influence profonde sur notre évolution, mais pas toujours aussi positive qu'il aurait été souhaitable. Jusqu'à ces dernières années, la forêt sera demeurée le milieu des difficultés par excellence. Regardons l'est du Québec pour s'en convaincre. A ce jour, 85% du patrimoine forestier est terre d'État avec ce que ça représente de positif et de négatif.

Le rôle véritable de la foresterie au niveau universitaire n'a pu débiter qu'avec l'industrialisation et, ce encore, avec plusieurs décennies de retard. Notre vocation première a été de soutenir l'État dans la mise en valeur de la forêt pour des fins industrielles. En réalité, ce n'est que depuis la crise de l'environnement et, bien timidement, que l'Université se préoccupe sérieusement de la question environnementale, mais elle n'est pas encore entrée de plein pied dans toute la dimension sociale qui en est le fondement. Il nous faut une crise économique, sociale, technologique et philosophique comme celle qui nous assaille depuis plus d'une décennie pour nous attarder à considérer ce que nous sommes, ce que nous avons et ce qu'il en faut faire. Ce sont là des défis qui n'ont jamais été posés à l'homme en ces termes. Plus que jamais nous maîtrisons notre présent; à nous d'en profiter pour aménager l'avenir.

L'importance géographique de la forêt québécoise a toujours été telle que nos concitoyens d'origine amérindienne, bien avant l'arrivée des premiers européens, avaient développé toute une culture basée uniquement sur la forêt. Ce sont eux qui ont permis la croissance d'un capital tel qu'il a été possible de l'utiliser pour bâtir l'économie industrielle dans laquelle nous vivons actuellement.

2. L'importance économique.

Nul ne conteste l'importance du secteur forestier dans l'économie du Québec mais peu ou prou en connaissent la véritable valeur. Tous se targuent d'en tirer profit: pour l'un c'est la terre, l'autre l'eau, ou encore le gibier, le bois, les grands espaces et les paysages. Il y a également tous les trésors du sous-sol que recèle la forêt et qu'on lui arrache souvent en laissant les tripes au soleil pour plus de profits encore.

Il faut se rappeler que l'ensemble du territoire québécois au sud du 50^e parallèle s'est peuplé et développé grâce à la forêt. On ne peut considérer ce qu'ont été ou seraient les villes de La Sarre, Témiscamingue, Hull, Mont-Laurier, Gatineau, Thurso, Saint-Jérôme, Windsor, Trois-Rivières, Shawinigan, Grand-Mère, LaTuque, Donnacona, Saint-Raymond, Québec, Beaufort, Chicoutimi, Jonquière, Desbiens, Saint-Félicien, Baie Comeau, Forestville, Port-Cartier, Matane, Rivière-du-Loup, New-Richmond, Chandler etc, sans l'industrie forestière de transformation? Il est difficile de nier l'importance physique, économique et démographique d'une telle industrie. Il est également difficile de nier qu'une telle industrie devient de plus en plus fragile devant les assauts répétés de la concurrence internationale et les écologistes qui nous montrent les défauts de la cuirasse environnementale de cette immense industrie.

Voilà un domaine où la voix de l'expérience de l'Université dans le monde québécois, mérite de se faire haute en reconnaissant ses erreurs du passé et en mettant au service de la collectivité son poids et son savoir. Comment pouvons nous encore demeurer passifs devant les tourments de la politique et de l'économie internationale qui marquent de plus en plus notre quotidien. Il est temps que l'institution de prestige par excellence de toute société moderne s'immisce dans le discours collectif. Nul autre milieu ne jouit d'autant de libertés et de responsabilités envers la société que celui de l'agora universitaire.

Depuis plus d'un siècle, l'apport économique de la forêt est, tant au Québec qu'au Canada, de loin le plus important et le demeure toujours en terme de matière première à exporter. Si la Colombie Britannique exporte toujours des produits transformés ou semi-transformés, elle exporte également des grumes sur les marchés internationaux. Cela lui permet donc de s'ajuster constamment aux aléas de l'offre et de la demande. Pour sa part, le Québec a, dès les années '20, obligé l'industrie utilisant les bois provenant du domaine public à une transformation minimum avant d'être exportés. A court terme, nul ne peut contester la sagesse d'une telle décision. A moyen terme, il y eut dès les années '30 déjà une réduction des prix qui apparaît avec la consolidation de l'industrie de transformation où la compétition entre les acheteurs de bois pour la transformation devient très réduite en même temps que l'origine des capitaux nécessaires. Avec l'arrivée de la guerre 39-45, la disparition de la compétition sur les marchés internationaux, l'abondance de la ressource et de sa qualité ainsi que d'une main-d'œuvre paysanne abondante et bien entraînée, il devient évident pour l'industrie que les jours à venir seraient calmes et pleins de promesses.

Mais la fin des années '60, que la réalité commença à rattraper le temps perdu, alors que la ressource devenait de plus en plus éloignée des usines et de la main-d'œuvre. Les usines elles-mêmes étaient devenues désuètes, n'ayant pas fait l'objet de transformations au rythme de l'évolution technologique. Plusieurs s'accordent aujourd'hui pour dire que la réduction des acheteurs de matière première et l'obligation de faire transformer le bois au Québec ont eu comme résultat de créer un marché captif où il était très facile de fixer les prix au plus bas avec la bénédiction de la loi. Ce sont les années '70, avec la crise de l'énergie conjuguée aux effets de la révolution tranquille, qui forcèrent l'industrie à se départir de sa main-d'œuvre en mécanisant au plus haut degré toutes les opérations de prélèvement de la matière première en forêt. Comme les opérations de transformation n'avaient pas fait l'objet d'attention depuis plusieurs décennies, au contraire de la Colombie Britannique, l'industrie se tourna vers l'État pour obtenir l'aide financière nécessaire au renouvellement de la technologie. Ainsi, après avoir cédé sa matière première à bon "compte", l'État se voit contraint d'investir dans un secteur fondamental de son économie devenu mou en y injectant des centaines de millions pour acheter à l'étranger techniques et machines, empêchant la perte de centaines de milliers d'emplois et ainsi l'effondrement de toute l'économie québécoise.

Voici l'immense paradoxe par lequel nous voyons une société tributaire d'une industrie dont l'importance économique, sociale et culturelle est telle qu'elle est à la base même de la vie collective, ne pas s'intéresser à la fois, à la source des capitaux, l'évolution des technologies, et à la qualité des marchés. Dans le même temps, l'État saborde tout un pan de la société, à la base même de la richesse et de la culture collective. Ceci ne peut qu'avoir une influence très profonde sur la suite des événements que nous vivons depuis une décennie déjà. Il est tout à fait étrange, qu'à l'instar des pays scandinaves, nous n'ayons pas fait fructifier cet immense capital forestier, mais plutôt nous l'ayons dilapidé à vil prix, sans nous assurer une rente minimale à réinvestir dans notre industrie?

3. La place culturelle et sociale de la forêt.

A bien y regarder, l'origine de notre société et de sa culture est fondamentalement paysanne, même si la majorité d'entre-nous sommes maintenant des citadins. La place prise par la forêt dans la société traditionnelle française du Moyen Age a laissé une empreinte indélébile sur notre société rurale. Ainsi avons-nous toujours considéré la forêt comme un monde étrange, peuplé de légendes, où la nature n'offre rien à manger. Au contraire, vous pouvez vous y faire dévorer par ses habitants, le travail y est dur et ingrat, etc. Enfin, non seulement les grandes forêts du Moyen Age étaient-elles "habitées" d'êtres étranges et fantasmagoriques, mais elles n'étaient la propriété de personne et, le plus souvent, le refuge de mendiants et de truands de tout acabit. Ne serait-ce pas la place qu'occupe encore la forêt dans notre imaginaire collectif? Ne serait-ce pas là encore la raison pour laquelle nous nous y aventurons qu'avec un fusil, une tronçonneuse et pour les moins agressifs avec une canne à pêche? Si la vérité est autrement perçue par le monde forestier, il en va ainsi pour une large partie de la population urbaine dont l'influence est devenue prédominante dans notre société urbanisée.

Regardons également la question du point de vue de la possession du sol, où tout paysan n'investit ses labeurs et sa vie que dans la mesure où il possède cette terre et qu'il peut en faire jouir sa famille et sa descendance. Il y a fort à parier que tous paysans que nous sommes, n'ayons aucunement envie d'investir dans ce qui n'appartient à personne. Comme la majorité des occidentaux, la propriété de la terre chez-nous est à la base même de notre

culture et de notre société quoi qu'on en dise. Nous n'avons malheureusement pas pu faire de cette terre forestière une partie intégrante de nous-mêmes. Elle est demeurée, tout comme au Moyen Age, à la marge de nos préoccupations et de nos soucis quotidiens.

Pour l'ensemble de la société rurale jusqu'au début des années '60, la forêt est celle que l'on possède sous forme d'érablière, de boisé de ferme ou de terre à bois. Quant au reste, ça appartient aux autres, qu'ils soient de la ville ou de l'étranger. Cette forme de perception négative du patrimoine forestier par les québécois est sans doute à la base du comportement de l'État dans tout domaine socio-économique. Nous avons réduit cet immense potentiel en une pauvre industrie de cueillette, servant à générer de petites fortunes et de grands désœuvirements.

L'exemple des Suédois à l'égard de la question forestière est diamétralement opposé au nôtre. Avec souvent beaucoup de difficultés, les Suédois ont utilisé en premier leurs ressources forestières comme source de carbone pour mettre en valeur leur minerai de fer, le transformant en aciers fins, domaine dans lequel les mêmes suédois excellent toujours un siècle plus tard. Ils ont donc utilisé cette source de capital pour l'investir dans une industrie plus performante et pertinente: soit celle des aciers fins et spéciaux. Qu'avons-nous fait dans le même temps au Québec? Nous avons vendu bois et minerai de fer sur les marchés internationaux à des prix de plus en plus bas, avec des plus-values ridicules sinon inexistantes. Voilà un sujet où il est urgent de s'attaquer. **La culture d'un peuple lui vient de ses relations avec la terre, puis de l'industrie qui en découle.** Ce sont là de simples constatations que les dernières années "fastes" nous ont fait oublier. Ce n'est pas en rejetant toutes les responsabilités dans les mains du monde de la politique ou de la grande industrie que viendront les solutions. Elles seront largement le fruit de notre culture et des relations que nous établissons entre nous en tant qu'hommes libres de penser et de posséder.

La société québécoise, quoi qu'on en pense, est largement tributaire de son industrie forestière et surtout la société paysanne en milieu rural dont la caractéristique principale est d'être marquée par une pauvreté endémique. Ce n'est pas le refuge des grandes fortunes. C'est le lot de presque toutes les sociétés du monde industriel, voire même du Tiers-Monde, où les classes dominantes essaient de tirer au plus bas prix, le maximum de ressources de la terre

pour pouvoir spéculer et "investir" ailleurs avec les profits ainsi générés. C'est aussi le problème du secteur forestier au Québec où **l'État doit subventionner la main-d'œuvre, soit par l'assurance-chômage ou le Bien-Etre Social en même temps qu'Il subventionne l'industrie de transformation pour renouveler sa technologie.** C'est là une incohérence que la plus simple logique ne peut résoudre. Dans le même temps, l'industrie tout comme l'État, refuse à toute fin pratique d'investir. Si oui, c'est par des entourloupettes qu'ils se retirent par la porte arrière. Voilà donc une incohérence fondamentale avec la Société, la Culture, la Terre, l'Économie et la Politique, tant au niveau national qu'international.

4. Le Québec: une forêt habitée.

Comme dans tout l'occident, la terre a été durant des siècles le centre de la civilisation, de la production et de la culture. C'est au coin de l'agriculture que nos civilisations ont évolué et pris l'essor actuel. Le Québec n'a pas échappé à cette longue évolution et c'est par l'utilisation de la terre que nos ancêtres ont marqué ce pays. Ce faisant, ils ont apporté les valeurs fondamentales du pays d'où ils venaient, la France, empreinte alors de toute la culture médiévale. En 1991, nous avons gardé, bien malgré nous, plusieurs traits de cette culture pluriséculaire à travers les modes de vie, la langue et, quoi que plusieurs en pensent, la religion. Nous avons dans ce contexte peu de place pour la forêt, si ce n'est que pour y loger les fantasmes populaires et y récolter le bois de chauffe.

Il est de plus en plus évident que nous avons vécu collectivement et hors de la forêt, bien que nous fussions marginaux par rapport à elle. Encore aujourd'hui nous avons mal à considérer le Québec comme une forêt habitée par une agriculture marginale, importante en termes humains mais dont la productivité ne peut en rien être comparée à celle de la forêt. Si l'agriculture nous semble plus importante, c'est à cause de la valeur ajoutée par les différentes transformations, donc due aux technologies et à la main-d'œuvre répondant aux pulsions actualisées du marché. Nous avons longtemps considéré la forêt comme supplément à l'agriculture. Ainsi au fil des guerres européennes, les capitaux, d'abord anglais puis américains, s'intéressent à la ressource forestière, dès le début du XIX^e siècle, pour passer à l'industrie de transformation dans la seconde moitié. Toute cette période douloureuse pour

beaucoup d'entre-nous, força également un grand nombre de québécois à l'exil vers les USA, plutôt que de mordre dans la nouvelle richesse de l'époque, la forêt.

Combien est étrange le hasard faisant qu'un peuple se détourne de sa principale richesse, sans l'avoir intégrée dans ses valeurs collectives fondamentales!!! Aussi étrange que cela puisse paraître, il faut bien admettre qu'encore aujourd'hui, la forêt n'est pas plus intégrée à notre patrimoine économique et culturel. Nous la tolérons sans trop y investir et nous nous contentons de la laisser dans les mains de l'État qui y puise une richesse de plus en plus précaire avec des rendements que ne nous envient certes pas les pays Scandinaves.

Ainsi, en moins de deux siècles, avons-nous liquidé une grande partie de la forêt feuillue d'origine et dans le dernier siècle, nous avons fait de même avec la forêt mixte et résineuse. Il est temps de mettre les valeurs au bon endroit et d'accepter que **le Québec soit avant tout un vaste domaine forestier, dont la principale caractéristique est d'être habité**. C'est l'un des principaux traits du Québec rural en dehors de la vallée immédiate du Saint-Laurent si on le compare au Canada rural, voire même aux USA. Nous sommes restés à la perception de la terre nourricière.

L'importance de la ruralité, dans toute la vie politique des québécois jusqu'à Maurice Duplessis, a favorisé les investissements dans la tenure agricole du territoire, dont la base fut sans contredit la ferme de 60 arpents, puis celle de 90 ou 100 acres. Ce fut en quelque sorte notre "tatami" tant au point de vue agricole que forestier. Encore aujourd'hui le cadastre, la disposition en rangs des fermes et des lots forestiers respectent cette disposition. Toute la partie méridionale du Québec est truffée de chemins et de routes souvent désuètes dans les nombreuses régions agro-forestières. C'est un capital que nous sommes à sacrifier en négligeant son entretien. Il faut toutefois admettre qu'il ne dessert souvent que des petits pays abandonnés ou presque et où le capital forestier est fort mal traité. Pourquoi est-il nécessaire de maintenir une tenure agricole à un pays foncièrement forestier et où l'agriculture pourrait être maintenue d'une façon toute à fait accessoire? Pourquoi persiste-t-on à vouloir identifier des régions entières à la médiocrité et à la pauvreté endémique? N'y a-t-il pas d'autres solutions plus intelligentes et plus rentables humainement et économiquement?

5. Pourquoi ne pas repenser le mode de propriété?

A l'automne 1989, dans un même numéro du journal "Le Soleil", on pouvait lire en première page le compte-rendu d'un discours de Gorbatchev, pourfendant le mode de propriété de la terre en URSS avec ses rendements ridicules par rapport aux véritables possibilités. Dans le dernier cahier du même numéro, il y avait un compte-rendu du discours d'un haut fonctionnaire québécois, par lequel il vantait tous les mérites de la possession de la terre forestière par l'État, tout particulièrement dans le Bas Saint-Laurent Gaspésie. Ces deux propos semblaient d'un ridicule achevé tels que l'Histoire nous en fournit quelquefois. Il n'est pas nécessaire de souligner combien ces propos sont contradictoires et illustrent les considérations que nous accordons aux valeurs fondamentales du monde paysan et rural dans nos sociétés; l'URSS veut quitter la voie du délabrement et de l'incohérence alors que nous cherchons, par tous les moyens, à nous y engager avec tambours, trompettes et allégresse. La propriété de la terre forestière n'a jamais fait l'objet de débat chez-nous. Elle est marginale par rapport aux préoccupations du monde rural!

Toutefois, il y a des rendez-vous de l'Histoire qu'il ne faut pas rater. Pour la première fois, il y a convergence de trois "ingrédients" de base pour faire de la forêt un milieu sain, riche et prospère. Ce sont **l'économie**, **l'écologie**, et la **société rurale paysanne et technologique**. Nous demandons tous que notre milieu, et particulièrement la forêt, deviennent **"écoviables"**, c'est-à-dire que la forêt soit viable **économiquement** et **écologiquement** à long terme, tout comme notre société. Voilà un concept beaucoup plus près de la réalité que celui de durabilité qui n'est que la traduction du mot anglais "sustainability" ne recouvrant aucun concept et aucune réalité.

C'est à ce carrefour que nous nous situons en 1991. Voilà pourquoi il est pour le moins nécessaire de cesser de se raconter des histoires, de nous cacher la tête dans le sable. **Au Québec la forêt doit être le moteur du monde rural en dehors de la mince bande de terre qui longe le Saint-Laurent.** L'Etat, quel qu'il fut, n'a jamais été perçu comme le meilleur gestionnaire de la terre; bien au contraire. La réforme agraire a été de toutes les guerres et de toutes les révolutions depuis des temps immémoriaux. Il faut également

admettre que, lorsque les citoyens ont eu le ventre bien rempli, rares furent ceux qui risquèrent leur vie pour quelques ares de forêt. C'est peut-être un peu ce qui nous arrive...!

Le temps est venu de se pencher sur la question de la possession de la terre forestière et de tout ce qui gravite autour de l'industrie, de l'origine des capitaux, du type d'industrie que nous développons à partir du capital forestier, de l'état des marchés, de la compétition internationale, de l'innovation industrielle etc; tous les sujets que nous discuterons dans les pages qui suivent. L'une des plus grandes, sinon la plus grande obligation, est de permettre la communication directe entre le producteur et le transformateur de la ressource. Or c'est justement ces canaux de communication qui sont les plus tortueux, les plus embrouillés et les plus irrationnels qui soit. La forêt a toujours été considérée plutôt comme une mine de matière première que comme ce qu'elle est: un être vivant qui transcende le temps et l'espace à l'échelle humaine. Comble d'irrationalité, nous la traitons comme une "mine renouvelable" à laquelle nous puisons tous, en attendant que la cassette au trésor se remplisse à nouveau tout comme dans les contes des Mille et Une Nuits.

La vérité est toute autre. Notre habilité à concentrer nos connaissances, nos pouvoirs, et à nous déplacer nous a fait oublier le temps, nous faisant même croire qu'il n'y a que le moment présent qui compte vraiment. Ainsi, avons-nous déclenché la razzia aux ressources dont les principales victimes sont la mer et la forêt. Tous les équilibres sont pratiquement rompus pour un temps, laissant place à un nouveau terme de notre vocabulaire quotidien: la pollution. Nous sommes à dépasser des limites qui ne peuvent l'être éternellement. Il faut réintroduire des notions fondamentales que nous avons égarées au cours des décennies de prospérité, souvent plus apparente que réelle. Parmi ces notions, il faut réintroduire l'Homme dans son milieu avec les nouvelles connaissances que la science du siècle qui s'achève lui donne généreusement. **Le voulons-nous vraiment? La connaissance et la possession sont les marques de la liberté de penser et de s'exprimer.** Les véritables difficultés viennent lorsqu'il faut faire des compromis avec ses amis, ses concurrents et ses ennemis, mais sans compromission cette fois. Voilà ce qui caractérise le monde paysan au sens le plus noble du terme. C'est également ce qui manque au monde industriel, où toutes les valeurs se confondent; y compris celles de la guerre et de la paix, du vice et de la vertu, de la vérité et du mensonge, du vol et de l'honnêteté, etc.

La crise de civilisation, dans laquelle nous sommes plongés depuis plus d'une décennie déjà, ne fait que se préciser d'année en année malgré l'optimisme de plusieurs. C'est une crise des valeurs fondamentales qui régissent l'humanité dans les contraintes de son environnement. La crise est à la fois philosophique, religieuse, économique, technologique, démographique, environnementale et écologique, puisque nos nouvelles connaissances scientifiques et technologiques ont fait sauter toutes les barrières et souvent remplacer les préjugés par la crainte de l'inconnu. Pour plusieurs, c'est le mouvement brownien duquel bien peu d'équilibres peuvent naître.

Dans le monde rural du Québec d'aujourd'hui, c'est sous la forme économique et démographique qu'apparaît d'abord cette crise, puis en y regardant de près, toutes les connaissances scientifiques et technologiques n'y sont pas. Plusieurs constatent que les efforts pour s'adapter à la société industrielle se font au détriment de la substance même de la société rurale. Comment peut-on réagir sans sur réagir ou sombrer dans la déception amère? Il semble bien, encore une fois, que seuls la détermination, le courage, la connaissance, le réalisme et la responsabilité peuvent circonvier à ce qui semble encore qu'utopies et mirages pour plusieurs. De petits cultivateurs il faut nous transformer en grands sylviculteurs avant que tout notre domaine forestier ne soit noyé dans l'inconnu et l'inaccessible de l'Etat, si généreux fut-il!

6. Le mode actuel de propriété de l'industrie forestière de transformation.

Dans l'esprit du libéralisme du XIX^e siècle, il ne semble pas n'y avoir jamais eu d'ambiguïté dans le fait que le but premier de l'industrie soit d'abord la génération du capital. C'est ainsi qu'est né le capitalisme, la bourgeoisie, la classe moyenne et le prolétariat au sens marxiste du terme. **Tout comme dans les temps reculés, c'est au niveau de la production et des producteurs primaires que se font sentir les contre coups de la concentration qui suit obligatoirement.** C'est également au niveau primaire de production que se font les plus grandes ponctions de capitaux: soit par les grands propriétaires, les spéculateurs, et finalement par l'État lui-même qui se voit contraint de se "plier aux règles du jeu". Durant cette décennie et déjà dans celle qui précédait, avons-nous vu poindre un à un ces états de faits. Tous sans exception, après avoir convoité un à un les œufs d'or, se mettent en chasse de

la poule qui les pond et n'y trouvent le plus souvent que des producteurs, souvent à la limite de ce qui est tolérable financièrement. Alors, la tentation est forte d'acheter tout ce monde par des assurances, des forfaits ou des rentes leur promettant le "Bien-Etre" de la société jusqu'à la fin de leurs jours.

A notre connaissance, selon les lois qui régissent nos mœurs économiques, il a été possible de faire avaler aux producteurs primaires de notre société les capitaux nécessaires pour assurer la survie et la gestion de la "poule aux œuf d'or". À cela, plusieurs ont conclu que ces ruraux sont si peu instruits et qu'ils ne peuvent proposer d'alternatives valables et, en les "achetant", nous leur faisons grand honneur.

Dans sa grande majorité, l'industrie forestière de transformation est la propriété de grands consortiums internationaux intégrés verticalement. Comme dans toutes entreprises capitalistes, il va de soi que le capital doit être rémunéré sous une forme ou sous une autre; ce qui en face d'une concurrence internationale féroce (pas toujours vérifiable), les deux seuls recours de l'industrie de transformation sont de réduire les coûts de production de la matière première, ou d'avoir accès aux subsides de l'État pour éviter la perte d'emplois. **Il y a ici un vaste clavier sur lequel financiers et fiscalistes se sont montrés virtuoses plus d'une fois.** Pour sa part, le producteur se voit coincé entre les problèmes de qualité de la ressource, de sa croissance, de sa protection, de sa récolte, de la valeur monétaire, de la fiscalité locale et de celle des niveaux supérieurs de gouvernement, puis de toutes les charges sociales auxquels il est astreint par l'Etat.

Il faut donc regarder de très près comment laisser plus de latitude fiscale et financière aux producteurs pour faire face à leurs obligations. Ici l'expérience suédoise peut nous être utile puisque les pays scandinaves sont passés à la privatisation en grande partie de la ressource et en sont ainsi parvenus à une productivité qui est plus du double de la nôtre, sur un territoire plus restreint. Ce sont eux qui mènent largement la compétition internationale alors que théoriquement, nous serions dans une meilleure position.

En examinant le financement de notre industrie, nous devons admettre que c'est celle des pâtes et papiers qui domine la scène industrielle et commerciale et qui agit comme la

locomotive économique d'une partie très importante de notre économie nationale. C'est sur le prix payé pour les bois à pâte que seront fixés les prix de toutes les autres catégories de bois, en particulier ceux des bois de sciage. La fabrication d'une tonne de papier exige une très grande quantité de ressources outre le bois; ce sont l'électricité, les machines complexes et très coûteuses, l'eau les produits chimiques et un endroit peu onéreux où on peut se débarrasser des résidus de fabrication. C'est donc tout le milieu qui est mis à contribution, ce que nous commençons à **comprendre en regardant les taux d'électricité consentis à la grande industrie et à la tolérance de l'Etat vis-à-vis la pollution engendrée par cette même industrie.**

Il y a un point que nous n'avons pas encore abordé, celui des capitaux. Avec une aussi grande consommation de ressources, il faut admettre que la consommation de capitaux doit être proportionnelle. C'est ainsi que l'industrie utilise les garanties d'approvisionnement, les concessions forestières de l'État ou les CAAF actuels comme garanties bancaires auprès des institutions financières, permettant des taux d'intérêt les plus bas possibles sur le marché. De plus, l'industrie cherche à se porter propriétaire de grands domaines privés comme d'anciennes seigneuries ou encore de blocs de lots privés pour augmenter son équité et obtenir les plus hauts rendements possibles aux prix de revient les plus bas.

Grâce à la stabilité politique et aux immenses forêts, l'industrie forestière demeure concurrentielle même avec les fluctuations du dollar **américain. C'est donc par l'Etat lui-même qu'est assuré le financement de toute l'industrie en fournissant l'immense domaine public comme garantie bancaire à l'industrie.** Non seulement assurons-nous toutes les ressources à l'industrie, mais également son financement permanent en offrant en garantie la ressource sur pied qui est un bien collectif, non pas corporatif, le tout endossé par la stabilité politique qui nous caractérise. **C'est à ce niveau que l'absurdité s'installe,** puisque l'absence de véritables propriétaires de la terre abandonne virtuellement celle-ci à son sort après un prélèvement massif des tiges. Ce n'est que dans un demi-siècle ou plus que l'industrie retournera retirer une autre récolte, qui dans le meilleur des cas sera égal à 30% ou 40% de la production, le restant ayant été perdu à cause des intempéries, des insectes ou des maladies, voire même en entretenant artificiellement des épidémies comme celle de la

tordeuse des bourgeons de l'épinette. **L'absence de véritables propriétaires de la ressource rend cette dernière non rentable parce que inaccessible aux gestionnaires lointains.**

Il semble de plus en plus réaliste de penser que c'est justement au niveau du financement de l'industrie de transformation qu'il nous faut agir rapidement pour mettre fin, non seulement à la chute des prix du bois, mais augmenter le prélèvement de la production primaire réelle rapprochée des centres de transformation. **Cela implique avant tout une révolution technologique et sociale basée à la fois sur le désir des producteurs de prendre leurs responsabilités et sur le désir de s'instruire des sciences, techniques et finances d'une immense secteur de notre économie qui a toujours été mené de l'extérieur pour des raisons externes**, d'ou le marasme social qui a pourri toute la question rurale depuis plus d'un siècle sur la presque totalité du territoire québécois à un moment ou l'autre de notre histoire.

Il est évident qu'il faut faire repenser la question forestière en donnant la responsabilité à ceux qui produisent la ressource, tout en leur fournissant les moyens de le faire. Toutefois, l'origine des capitaux nécessaires sera une question délicate et très sensible. Au contraire des pays scandinaves, nous avons exporté l'ensemble des capitaux générés par la forêt plutôt que bâtir une industrie solidement assise et protégée de ce côté. Pouvons-nous blâmer les capitaux d'origines britannique, japonaise, allemande, américaine, belge ou autres de continuer à nous fournir les liquidités nécessaires à la production à des taux d'intérêt décents? La question reste posée. On peut également poser la question sous une autre forme. Est-il utile de continuer à produire des biens qui n'ont presque pas de plus-value et qui nous précipitent dans une rupture de stock sans pareil dans notre histoire et cela avec le secours des fonds publics et la désorganisation sociale du monde rural. Il nous semble évident que bien au-delà de la crise économique et sociale, **nous sommes en présence d'une crise profonde de civilisation**, ce à quoi l'introduction de la technologie nous a préparés depuis plus d'un siècle, mais qui s'est singulièrement accélérée depuis deux décennies.

Dans cet univers en voie de mutation profonde, n'y a-t-il pas quelques espoirs de solution, ou ne peut on imaginer des modèles plus cohérents et adaptés à l'introduction de

l'"*Homo sapiens*" dans ce nouveau monde où l'instabilité et la technique font bon ménage dans l'univers changeant de la technologie et de la compétition? Tous les espoirs ne sont pas perdus, bien au contraire. Mais les solutions doivent être mûrement réfléchies, faire l'objet d'un large consensus et remettre à ceux qui produisent, la pleine responsabilité de leurs actes en leur accordant la propriété entière du sol qui les fait vivre.

Encore une fois, l'expérience scandinave peut nous apporter quelques lumières avec un mode de financement de l'industrie presque aux antipodes du nôtre. C'est l'État qui finance l'ensemble de l'industrie à un taux d'intérêt fixe, absorbant ainsi toutes les variations du marché international des capitaux. En revanche, l'industrie est obligée de payer au producteurs la valeur réelle du bois au site de chargement pour l'usine, permettant aux producteurs une marge de profit suffisante pour vivre, payer leurs impôts locaux et nationaux, l'ensemble de leurs investissements d'infrastructure et des travaux sylvicoles. Cela implique de nombreuses adaptations, tant de la part de l'industrie que des producteurs ainsi que d'innombrables compromis, mais entre gens possédant biens et responsabilités, il y a toujours moyen de s'entendre. Une harmonisation des prix avec les rythmes de la production sécurisent les producteurs à tous les niveaux, tout en leur permettant d'acquitter leurs devoirs de citoyens en payant taxes et impôts plutôt que d'attendre le bon vouloir de l'État pour empêcher tout un chacun de sombrer dans la déchéance alors que nous sommes parmi les citoyens les mieux nantis de ce monde.

En résumé, l'industrie répond aux marchés internationaux en autant que la valeur de notre dollar le permette. Quant au mode de propriété, il est strictement capitaliste et la source des capitaux privés est multiple. **Ce sont les rendements du capital plutôt que ceux de la main-d'œuvre ou de la ressource qui sont la base du dynamisme de l'industrie.** Cela illustre les limites de l'action de l'industrie qui, par sa structure même, s'adresse à la transformation de la ressource, non pas à la production et la gestion de la matière première. Toutes les obligations, fixées par l'Etat dans la production de la matière première ont toujours fait l'objet de récriminations de la part de l'industrie et à juste titre croyons-nous. C'est par ces oppositions que l'industrie montre son véritable rôle économique et social qui est la production, la mise en marché et la vente sur les marchés internationaux de produits forestiers de qualité. Par contre, où le bat blesse, c'est que l'industrie indique ainsi qu'elle n'est

pas habilitée à cultiver d'immenses superficies dont elle a besoin comme garanties bancaires. De ce fait, elle impose un manque à gagner de près de 70% de la ressource. C'est ici qu'il faut agir et trouver les compromis écoviables.

7. Le mode de propriété de la terre: là où les premiers changements doivent apparaître.

Il n'est pas simple d'investir dans la production primaire à long terme puisque, même à court terme comme en agriculture, la tentation de pas investir à long terme est très forte. On attend presque toujours l'aide de l'Etat pour le faire, sous une forme ou sous une autre. En foresterie, il n'y a pas d'alternative. On ne peut qu'investir à long terme et le plus souvent en des termes plus long que sa propre vie. C'est sans doute la raison pour laquelle tous les paysans ont remis la question forestière dans les mains de l'Etat ou, au contraire, que l'État a toujours gardé la forêt pour lui comme les rois ou les seigneurs du Moyen Âge.

La société, la technologie et l'économie ont suffisamment changé pour regarder froidement la question forestière autrement que comme une plaie sociale à laquelle il faut échapper par tous les moyens y compris la fuite. **L'une des principales caractéristiques de notre monde rural est de ne pas avoir de véritables producteurs forestiers.** Beaucoup possèdent des lots forestiers n'excédant pas les dimensions d'une terre agricole. Ces petits lots forestiers sont possédés soit par des rentiers, des cols bleus ou des cultivateurs, non pas par des producteurs qui en vivent. **Voilà donc la preuve par l'absurde, que nous ne sommes pas collectivement des forestiers,** mais bien des agriculteurs et que la forêt, en 1991, n'est qu'une aide ou un jouet selon qu'on est d'ici ou de là. C'est sans doute à partir de cette constatation que les groupements forestiers ont pris naissance et introduit sur de petites superficies les techniques développées par la grande forêt publique ou privée, provenant des USA en particulier.

Comme nous l'avons souligné au début, **il n'y a pas de société qui puisse vivre décentement si la terre n'est pas possédée par ceux qui la cultivent.** Peut-on dire qu'il en est autrement ici? Il est difficile de s'en convaincre malgré la meilleure volonté du monde! Il faut donner la terre aux producteurs forestiers pour qu'ils en vivent et

bien, non pas en parias de la société comme c'est malheureusement souvent le cas depuis des siècles. Il y a plus d'un demi-siècle et plus près de nous encore, il y eut des tentatives de créer des fermes ou des forêts sous une forme coopérative ou nettement communiste comme à Guyenne. Si les coopératives ont eu quelques succès, c'est grâce à la main-d'œuvre paysanne, pour ce qui est du régime de Guyenne, il s'est montré assez peu compatible avec les préoccupations du monde paysan, étant avant tout adapté au prolétariat industriel. Pour ce qui est de la main-d'œuvre, il n'y a que le monde paysan qui peut y contribuer, le prolétariat des villes étant beaucoup trop acculturé.

Les idées d'Esdras Mainville ou celles de Mgr. Labrie n'ont guère eu de succès à cause de la difficulté du métier, du pauvre développement technologique de l'époque, l'absence de capitaux. Tout comme la collectivisation des terres agricoles en URSS ou en Israël, ainsi que la formation de grandes propriétés en Amérique latine, la collectivisation de la terre forestière, soit par la coopération ou la possession par de grandes firmes privées sont des mirages ou des trompe l'œil. ***Il faut que la terre appartienne à celui qui la cultive et en tire subsistance***; ici nous parlons des sylviculteurs.

Toute la forêt du Québec méridional, également qualifiée de forêt de banlieue est, sans l'ombre d'un doute, la plus diversifiée et la plus productive qui soit, en plus d'être la plus peuplée et celle qui a les meilleures infrastructures sociales et physiques. Selon nous, c'est la plus désorganisée, la plus fragmentée, la plus surexploitée et, dans bon nombre de cas, à portée de voix des usines de transformation. Les politiques que se sont données l'Etat et les grandes sociétés ont été de s'approprier le plus de terre possible d'une part et d'uniformiser par décrets ou ententes les normes d'aménagement. Donc faire de la forêt privée, de petites forêts publiques avec tous les problèmes de ces dernières, et sa fragmentation en plus.

De telles politiques, si attrayantes soient-elles au départ, sont en peu de temps de véritables catastrophes physiques et sociales, écologiques et tout simplement économiques. Si on ajoute la politique délibérée de produire de grands volumes sans égard à la qualité, nous avons ici tous les ingrédients de la décrépitude économique et sociale. Depuis plus d'une décennie, tous les agents de changement en milieu forestier ont été la réduction de la main-d'œuvre, l'automatisation des opérations au maximum, le transfert des responsabilités les plus

difficiles et les plus coûteuses, au niveau de la récolte, sur les plus petits entrepreneurs. Encore une fois, c'est par la réduction de la main-d'œuvre et l'augmentation de la technologie avec l'aide de la chimie que se font maintenant les travaux sylvicoles, sans que nous connaissions la mécanique fondamentale de fonctionnement des écosystèmes et sans y investir décentement.

Cette approche à la problématique forestière doit être complètement repensée et restructurée. Jusqu'ici, nous avons calqué nos décisions sur nos puissants voisins canadiens ou américains qui, en l'absence de classe paysanne, ont toujours eu recours tant au capital qu'aux techniques industrielles. Le peu d'importance de la forêt par rapport à leurs économies respectives justifiait amplement cette façon de raisonner; d'autant plus que le réservoir de main-d'oeuvre paysanne était présent et bien entretenu au Québec, tant pour les USA que pour l'ensemble du Canada. Le temps nous semble maintenant propice pour amorcer un large virage en mettant sur pied un programme de distribution des terres forestières aux producteurs, en légiférant pour que la propriété demeure entre les mains de personnes qui l'exploitent au sens propre. La mise en ordre de la forêt ne peut se faire depuis Québec, Toronto, New-York ou Londres. Il faut retourner la terre aux producteurs. Il faut également repenser la tenure pour que la forêt ne soit plus restreinte à la superficie d'un lot agricole mais bien identifiée aux bassins versants.

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, le Québec ne possède pas de véritables producteurs forestiers bien organisés et bien financés, avec une formation technique et économique solide. La formation que nous donnons est plutôt orientée vers des carrières scientifiques, vers la gestion de la forêt publique à travers le fonctionariat et l'administration de l'exploitation par le secteur privé. Toutes les autres carrières satellites sont circonstancielles comme par exemple, l'enseignement ou le secteur forestier international. Au point de vue technique, nous dépendons des autres très largement ou encore sur de petits entrepreneurs locaux, fort industriels mais dont le rayon d'influence ne dépasse guère la région immédiate. Au point de vue économique, la forêt disparaît dans le secteur économique général de notre société pour la gestion et la réglementation. Le restant est laissé dans les mains des grandes multinationales dans le domaine. Cette répartition de la réalité a une influence fondamentale sur la formation et rend très difficile la perception générale du secteur

qui va du producteur au consommateur, en passant par le transformateur. La liaison de la forêt avec le secteur économique est des plus fragiles et souvent des plus néfastes, puisque la perception des produits forestiers est celle des minerais, des produits chimiques du pétrole, etc.

La cession de la terre forestière aux producteurs implique également que l'industrie cède une partie de ses prérogatives pour permettre un juste retour économique aux producteurs. C'est sans doute l'une des grandes difficultés, mais qui ne va pas sans pouvoir ébaucher des esquisses de solutions. Ainsi, avons-nous fait remarquer plus tôt que le nombre d'acheteurs de la production de bois était particulièrement limité, donc sans concurrence. Que la fixation des prix pouvait facilement se faire en permettant aux acheteurs de dire, lorsque les temps sont difficiles et la demande faible, et que seuls leurs prix sont les bons. La première alternative à cet état de chose est de mettre des quantités de bois sur le marché international et ainsi tester les prix tant au volume qu'à la qualité. La seconde est d'augmenter les rendements, la qualité ainsi que la diversité des essences sur le marché. Toutefois, comme il n'existe pas de bourse des bois sur le marché international, il y a peut-être là une initiative québécoise à être tentée. Une autre solution serait de regarder la solution suédoise ou finlandaise, mais toujours en considérant que des efforts considérables à l'augmentation de la production ont d'abord été consentis.

Il existe d'autres avenues qui ont été complètement négligées de tous temps et qu'il faut regarder de très près. La première est l'intégration de la faune à l'exploitation, où les droits de pourvoiries appartiendraient aux nouveaux propriétaires ajoutant ainsi aux revenus pour rentabiliser une partie des infrastructures d'exploitation comme le réseau routier. En sus de la faune tant terrestre qu'aquatique, une autre perspective prend forme depuis quelques années avec l'arrivée du tourisme de masse d'origine européenne; c'est l'espace et les paysages de toutes les saisons. Voilà une "denrée touristique" qui ne nous vient pas spontanément à l'esprit, mais l'attrait de l'espace et des grands paysages pour ceux qui en ont rêvé toute leur vie, semble être un potentiel incommensurable. Il existe également tous les produits secondaires de la forêt comme les produits de l'érable, les résines, oléo-résines et huiles essentielles, tourbes, composts, production biocides naturels, etc. ainsi qu'une source

importante de substances organiques de première valeur dans le remise en état d'une large partie de nos sols agricoles dégradés par quatre décennies d'agriculture chimique.

C'est au niveau de la volonté et de l'organisation sociale qu'il faut agir pour stopper l'appauvrissement et la désolation de la société rurale. Nous devons refaire l'équilibre des valeurs fondamentales de notre société, dont les désordres environnementaux et économiques actuels en sont les manifestations visibles. Nous sommes à liquider les bases mêmes de notre civilisation ou, tout au moins, le dernier millénaire de celle-ci. Nous sommes dans un système qui suscite la concentration. L'évolution technologique effrénée tend évidemment à se substituer à l'homme pour sa propre gloire et son propre pouvoir. A nous d'y voir.....!

De tout temps, celui qui possède a le droit de parole et est écouté dans notre société. Comment avons-nous répondu aux centaines de milliers de québécois qui ont usé leur vie dans la grande forêt commerciale? Peu de québécois se sont élevé pour posséder cette terre riche en production de qualité. Le temps semble venu de mettre cet immense capital en valeur réelle, non pas à moins de 50% comme actuellement.

8. La forêt et la fiscalité.

La concentration des pouvoirs dans la société urbaine fait vite oublier que la forêt n'est pas une usine à fabriquer du bois dont l'étendue est si vaste qu'on n'en peut imaginer les limites. Ainsi l'exploitation de cette dernière se fait selon les lois de la demande qui, pour le moment, est la fibre pour la fabrication du papier et de ses dérivés. En termes fiscaux, une telle ressource aussi largement répartie et faisant l'objet d'une telle demande, ne peut être qu'une source de revenus privilégiée.

Un peu comme dans le domaine agricole, le fait que la ressource soit renouvelable implique d'abord qu'elle doit être élaborée avant d'entrer dans les circuits industriels. C'est à ce niveau que le fisc peut jouer de vilains tours aux producteurs en exigeant que le système primaire de production se conforme à ses exigences. Il est bon de se rappeler que l'empire romain s'est en grande partie détruit par le prélèvement de l'impôt. Dans un premier temps, les percepteurs de l'empereur prélevaient une part de la production d'olives ou autres produits.

Dans un temps second, ils venaient prélever ce qu'ils estimaient être la part qui revenait à l'empereur jusqu'à ce que les paysans eux-mêmes abattent leurs oliviers, les troupeaux de moutons et cessèrent de produire le blé si vital.

Les révolutions forestières sont de l'ordre de plusieurs générations soit de 4 à 5 pour les feuillus climaciques et de 2 à 3 dans le cas des résineux. Il est évident que tout "fisc bien né" ne peut qu'être tenté d'empiéter sur les générations à venir en réduisant le temps des rotations, puis des diamètres, puis des prix payés, toujours dans le but de maintenir et d'accélérer les rentrées fiscales. Il est facile d'imaginer que la chose est d'autant plus facile que la forêt n'est que très peu habitée, si ce n'est que par des producteurs épars avec une voix politique faible au regard de celle des agriculteurs. C'est, semble-t-il en gros, la base de raisonnement où fiscalistes et politiciens se rejoignent.

Bien que l'opération semble cynique, il n'en est rien, puisque la logique de ceux qui sont loin de la terre, de ses joies et de ses peines est sans failles. Il faut des voix pour s'opposer et raisonner avec ceux qui prélèvent l'impôt aussi bien fédéral, provincial que municipal ou scolaire. Il n'y a que peu de relations, sinon aucune entre le prix des produits forestiers et le coût payer pour la matière première, il en va de même pour la fiscalité de ceux qui exploitent la terre forestière et la réalité quotidienne.

Comme nous le constatons de plus en plus et d'année en année, le fisc a comme effet principal de rendre ceux qui produisent le bois de plus en plus tributaires de l'Etat jusqu'à ce qu'ils décident de migrer à l'extérieur du circuit de production. Aucun effort n'est fait pour réadapter la société aux impératifs de la production forestière, mais plutôt l'inverse avec une constance peu commune. A ce niveau, deux outils sont essentiels pour renverser les choses; soient une inversion de la fiscalité et un investissement économique, dans le système éducationnel.

Il faut permettre à des producteurs possédant des superficies rentables à long terme, d'investir dans les infrastructures forestières élémentaires, sur des traitements sylvicoles et sur des moyens de récolte permanents, en favorisant la diversité à tous les niveaux plutôt que la monoculture de résineux comme actuellement, augmentant ainsi le revenu réel en dollars

constants. Cela représente la base même d'une économie forestière écoviable et d'un monde rural adapté tant à son milieu qu'à son économie, plutôt qu'à la migration et au BS.

Depuis plus de deux générations, tous les outils fiscaux que se sont donnés les divers paliers de gouvernements ont été pour augmenter les volumes de production et en réduire les coûts au maximum. Ce sont en gros les mêmes régimes que ceux qui prévalent dans le monde agricole, se traduisant le plus souvent par une incitation au volume au détriment de la qualité. Comme les volumes sont grands et les coûts peu élevés, la qualité n'arrive sur le marché que grâce aux changements apportés, soit de première, deuxième ou troisième transformation. **A ces niveaux, les coûts fiscaux sont adroitement et intégralement refilés aux consommateurs.** Ainsi perçue, la fiscalité devient un outil de concentration et de centralisation d'une efficacité telle, qu'elle peut mettre les peuples et les régimes en danger. Elle permet aux Etats et aux grandes sociétés d'accumuler d'énormes profits mais également d'énormes dettes. Depuis plus d'une décennie déjà, nous assistons à cette concentration et à cette centralisation dont nous subissons les effets tant sur le plan économique que politique.

Il faut mettre fin aux fiscalités locales qui donnent une prime à ceux qui abattent leurs forêts ou les vendent à des spécialistes du domaine pour diminuer leur fardeau fiscal, tout en retirant l'argent ainsi accumulé. Paradoxalement, c'est par l'impôt sur les gains de capital que les véritables profits retourneront à l'Etat, ne laissant que quelques sous, souvent investit l'hiver même dans les sables de Floride par ceux qui savent jouer le jeu.

À cela, l'État répond par des programmes de toutes sortes, octrois et subsides de tous acabits, des films, des annonces qui frisent souvent la propagande, pour aider les "petits", tous ceux qui sont sans voix. L'autre côté de la question réside dans la fiscalité successorale par le gain de capital. Tous les propriétaires qui investissent dans des travaux portant sur de longues périodes, dépassant souvent leurs propres vies, sont susceptibles de devoir perdre cette valeur non réalisée par le prélèvement du fics à la succession. **Il faut, dans ce cas, absolument éviter les prélèvements fiscaux sur ces travaux dont le rendement n'est perceptible qu'à l'exploitation.** Il est également injuste de pénaliser ceux qui, d'année en

année, investissent dans les travaux sylvicoles, la construction de chemins d'entretien ou d'accès et de protection contre l'incendie et les maladies; en d'autres termes, tous les travaux qui servent à l'augmentation de la production, de sa qualité et de son maintien. Ces investissements ne sont pas déductibles des impôts et devront être supportés jusqu'à la récolte. **C'est finalement le Percepteur des impôts qui décide pour le producteur ce qu'il peut faire sur ses terres et c'est également lui qui, le temps venu, évaluera le taux d'inflation qui, lui aussi peut ruiner la faible marge de profit.**

A la fiscalité doivent s'ajouter un grand nombre de facteurs pour permettre à la forêt privée d'être rentable comme la diversité des essences et des productions secondaires, évitant ainsi les pièges de la monoculture ou ceux d'être liés à une seule essence, dépendant d'une seule production comme c'est aujourd'hui le cas pour les résineux. Tous les aspects de l'exploitation de la faune, tant migratrice que celle des ongulés ou aquatique, doivent grandement être prises en compte et l'État, par le biais du fisc, doit largement contribuer à rendre ce domaine rentable à l'intérieur des activités forestières. Il en va de même pour les aspects touristiques tant d'été, d'automne que d'hiver, qui doivent être sérieusement pris en compte. C'est là un domaine que nous contrôlons parfaitement et qui, comme notre culture, nous est unique. Quant à la question agricole, elle reste présente dans le paysage forestier, mais à l'inverse de son importance virtuelle actuellement. Ainsi, il serait souhaitable que des activités agricoles marginales soient toujours présentes comme certains élevages ou certaines cultures spécialisées.

Toutefois, le fisc sera toujours l'agent le plus agressif dans le prélèvement de ce qu'il pense être son dû. Il faudra de tout évidence un débat constant entre les producteurs, les transformateurs, l'État et ses politiciens, faute de quoi, tout comme aujourd'hui, la "bête" fiscale voudra tout engloutir si possible. ***L'importance de maintenir la propriété intacte au décès du propriétaire est évidente pour ne pas assister au démembrement d'un domaine qui rapporte, à tous, les trésors de la vie même en plus de faire vivre une immense industrie.***

9. Innover et diversifier.

Il est essentiel d'aller à contre-courant de ce que nous observons actuellement; soit de copier les autres et de ne produire que quelques essences résineuses. Cela nous mène non seulement vers la catastrophe, mais vers la pauvreté la plus totale telle que nous la voyons croître depuis une décennie. La loi de l'offre et de la demande nous indique très clairement que, plus une ressource est abondante, plus bas sont les prix. C'est le drame de l'agriculture dans tous les pays du monde; d'où la nécessité d'effectuer des transformations pour augmenter les prix et stimuler la consommation. A ce jeu, il est très difficile, sinon impossible de déceler les frontières à ne pas franchir. Dans presque tous les cas, on observe la tendance à outrepasser les possibilités de production rentables pour s'aventurer dans le monde des ersatz et des faux-semblants. Tous franchissent le Rubicon de la non-rentabilité, allègrement en jurant par tous les dieux, que voilà l'avenir et le renouveau.

Pourquoi dans la réalité faut-il innover sans cesse, dans la même mesure où les tendances à la centralisation et à l'uniformisation sont si fortes et si puissantes? Une première réponse serait que ces deux tendances sont à l'inverse de la vie qui, de par son essence même, tend à la diversité et à l'adaptation. Une seconde réponse serait de constater que la compétition, dans laquelle nous sommes tous plongés, nécessite des concentrations et des stratégies. Ainsi, le monde rural a été, depuis la nuit des temps, le centre de notre univers et encore aujourd'hui celui de la très grande majorité du genre humain. La révolution industrielle a fait lentement glisser le centre de notre monde occidental de la ruralité à l'urbanité, au détriment d'un ordre social, religieux, intellectuel et économique séculaire.

Il est temps de constater et d'admettre ***qu'il faut innover en adaptant le monde rural aux contraintes de ce siècle qui achève*** et du millénaire nouveau à nos portes. Malgré toutes les inventions possibles et impossibles que la science met à notre disposition, **il y aura toujours la réalité économique et une autre tout à fait nouvelle qui est d'ordre écologique**. A l'avenir, c'est le dialogue engagé entre ces deux colosses qui devra nous guider, faute de quoi tout comme les anciennes civilisations disparues depuis celles de Sumer, Babylone ou Carthage, notre avenir collectif est pour le moins morose. Notre insistance, à ne faire évoluer que le géant économique que nous avons si bien nourri, nous

conduit à des choix déchirants au centre desquels se trouvent les océans et les forêts. Les deux sont attaqués dans leurs fondements mêmes et leur productivité ne cesse de décroître. Pour la première fois, cette décroissance est amorcée par des facteurs autres que ceux qui font partie de l'Apocalypse; ces derniers étant plus ou moins latents et disséminés. Nos pouvoirs sont devenus tels qu'ils touchent les fondements même de la vie. Ainsi, pour augmenter la production biologique nous faisons appel à la chimie. À l'intérieur de cette dernière, nous privilégions celle de certains éléments, en particulier la chimie du chlore, du mercure et du phosphore. De toute évidence, le chlore est l'un des éléments le moins compatible avec les autres et il s'est lui-même soustrait aux "mariages contre raison" en se concentrant dans les océans, protégé par le sodium. Encore plus, nous associons souvent chlore et mercure pour une morbidité plus grande encore.

En fait, nous sommes toujours dans la ligne de faire et d'agir de la révolution industrielle du XIX^e siècle qui a atteint son sommet lors de la guerre 39-45. Toutefois, la révolution technologique apporte de nouvelles façons de raisonner et de prévoir: ce sont les biotechnologies. Nous voyons encore une fois poindre les mêmes démons à l'horizon qui consistent cette fois à porter la guerre entre "nos ennemis" en les faisant "se bouffer mutuellement", ou en les empêchant de se reproduire. Enfin, une dernière "découverte" résiderait dans notre capacité à produire des espèces dont les individus résisteraient aux poisons ou aux manques de nutriments, d'eau ou à de trop grandes chaleurs ou bien à des taux de CO₂ radicalement différents de ceux auxquels leurs codes génétiques les a préparés durant les millions d'années précédentes .

Avec surprise et un peu d'amertume, il nous faut admettre que peu d'efforts ont été consentis, tant de la part des chercheurs que des organismes bailleurs de fonds, pour augmenter nos connaissances dans les mécanismes relationnels entre les plantes et le milieu vivant environnant, mis à part les aspects purement chimiques. Comme nous avons tous bien observé, le sol en particulier n'est pas un laboratoire chimique et quoi qu'on fasse, il s'y passe pas mal de choses inconnues. Il en va de même pour le bois, où depuis les années '50, malgré toutes les nouvelles connaissances, peu d'efforts ont été consentis à l'approfondissement des processus fondamentaux, tant du point de vue chimique que physique. Tous les efforts ont été portés sur les augmentations de productivité dans le but de produire des matériaux

uniformes, peu coûteux en termes actuels, permettant des économies de temps de fabrication et laissant un maximum de profits.

Pour l'essentiel, les efforts de l'industrie et des scientifiques, en général financés par cette dernière, ont porté à innover dans les domaines de compétition avec les bois, par la voie de nouvelles matières plastiques et celle de tous les polymères, tributaires de l'industrie pétrolière à un titre ou l'autre. C'est ainsi que toute l'industrie forestière a basculé dans le monde des secteurs mous de notre économie, sans dire mot et en essayant de s'accrocher aux critères de productivité traditionnels de l'industrie qui sont les grands volumes aux coûts les plus bas possibles au point de production. *C'est tardivement et avec l'aide de l'Etat que l'industrie a amorcé le virage technologique mais toujours sur les mêmes bases, laissant aux autres l'intendance écologique.*

Dans l'état d'esprit que nous venons de décrire, il est difficile de penser à de grands changements, puisque l'intégration verticale des grandes sociétés où la féroce compétition internationale associée à un taux de change ces dernières années, le plus souvent défavorable, rendent sourdes ou peu attentives ces dernières, aux modifications fondamentales par rapport à la ressource forestière qu'elles transforment. *D'où cette innovation et cette diversification si nécessaires peuvent-elles bien venir?* Tout comme dans la société en général, c'est par une "redistribution des cartes"; c'est-à-dire des risques, que doivent passer tous changements fondamentaux. Il ne faut plus se contenter de fabriquer plus et mieux, il faut fabriquer autre chose, mieux adapter tant en amont qu'en aval des procédés de fabrication et de mise en marché. Il faut également que tous les produits du bois fassent l'objet d'une mise en marché et d'une publicité beaucoup plus agressive par rapport aux substances synthétiques.

Tout ceci doit venir de la part des producteurs eux-mêmes, seuls capables de bien évaluer les deux bouts de la chaîne: la production de la matière première et la mise en marché de produits finis compétitifs. **Il faut de toute urgence augmenter les investissements dans notre usine de fabrication de bois qu'est la grande forêt québécoise.** C'est ainsi que la productivité en termes réels pourra être augmentée, non pas en termes plus ou moins fictifs

comme actuellement. **Il faut donner la terre aux producteurs en même temps que la connaissance**, ce qui est notre rôle fondamental dans la société occidentale.

Collectivement, il faut donc donner aux producteurs le capital que nous possédons qui est celui de la terre forestière elle-même avec toute sa productivité. **Ainsi nantis, les mêmes producteurs devraient-ils être en mesure d'investir et d'innover, pourvu que ce soit sur leur vie même, qu'ils acceptent de risquer, celle de leur entreprise et celle de leur famille.** Sinon la tentation de compter uniquement sur l'Etat devient trop grande. Pour sa part, l'Etat doit accepter que les opérations forestières deviennent rentables en permettant financièrement et fiscalement la récolte des tiges disponibles sur le territoire. Ce risque ne devrait être couru qu'à l'intérieur de la cellule familiale; mettant la grande industrie hors circuit dans le domaine de la possession du sol, en compensation de quoi, le financement des opérations de production et de mise en marché serait assuré à des taux avantageux et d'une stabilité analogue à celle de la croissance et de la capitalisation de la ressource forestière.

Il y a plusieurs années déjà, des propositions de superficies à être données à des producteurs avaient été faites en supposant des surfaces de 500 acres pour une famille. Pour sa part dans son ouvrage "**Une forêt pour vivre**", Léonard Otis suggère comme limite la superficie qu'une famille peut exploiter sans avoir recours à la main-d'œuvre extérieure. Ces contingences nous semblent peu indiquées ici puisque la productivité, la diversité, la présence de nappes d'eau ou de tourbières, de même que la configuration géologique des lieux, peuvent apporter des variations telles, que les critères de superficies standards deviennent accessoires. Il faut également se rappeler que ces propositions se sont inscrites dans le mode de tenure agricole des terres forestières actuelles, mode qui doit de toute obligation, faire place à un système beaucoup plus souple et pertinent aux buts qui s'imposent d'eux-mêmes.

Pour les modes de financement de telles opérations, ils sont nombreux et doivent être en relation avec la qualité et les possibilités du milieu, dont la diversité devient un aspect intéressant alors qu'actuellement c'est l'uniformité qui est recherchée. Dans cette diversité résidera la stabilité de l'entreprise. L'uniformité ne saura que générer des tentations de

surexploitation. Une telle approche à la propriété privée de la forêt ne se conçoit bien pour l'instant que dans la forêt feuillue ou la grande forêt mixte, où tous les coûts sont les moindres et que les profits devraient être les plus grands, permettant un amortissement le plus rapide possible, tant de l'équipement que du fond de terre lui-même.

C'est de ce nouvel ensemble social que devrait naître de nouvelles industries, de nouvelles contraintes, de nouvelles techniques, la mise en marché de nouvelles essences et de nouveaux produits destinés à des marchés inexistants aujourd'hui. La constatation de la réalité tant économique que biologique de la forêt devrait alors être un apport majeur à notre société et à notre culture en faisant passer le milieu forestier, d'un monde de légendes et de frugalité, à un monde d'équilibre de connaissances et de bien-être. Seuls ces nouveaux aspects seraient susceptibles d'apports économiques majeurs dans notre société en évitant des incongruités environnementales qui nous coûtent des sommes astronomiques en terme de pollution et contre lesquelles nous sommes tout à fait démunis et impuissants.

Il nous faut donc privilégier ce qui nous est particulier et où nous sommes susceptibles de dégager des bénéfices, tant pour le producteur que pour le transformateur. Parmi les essences qui nous sont presque exclusives outre l'érable à sucre, il y a le thuya, puis le bouleau jaune alors que les épinettes, sapin et pins, ont des concurrents sur presque tous les continents. S'il y a les pâtes et papiers que nous devons toujours soutenir, il faut aussi diversifier vers d'autres champs, en particulier celui des produits secondaires dont l'industrie chimique doit être partie prenante. Nous pensons ici surtout aux marchés des huiles essentielles et des résines dont le fractionnement donne accès à une très grande variété de produits tous plus précieux les uns que les autres.

Un changement dans les techniques d'aménagement, du type de tenure et surtout, des techniques sylvicoles devrait, sans investissement supplémentaires, donner accès aux producteurs à des volumes de 50% à 60% supérieurs à ce que nous produisons actuellement. Ce que nous considérons actuellement comme des "déchets", les rameaux de la cime des arbres sont dans les faits a partie la plus riche de l'arbre et pourraient être récupérés à des fins agricoles et forestières. Cette production de plusieurs millions de tonnes annuellement peut servir comme substance pédogénétique et complètement reconditionner les sols agricoles en

quelques années. Cela est possible en refaisant la structure, remontant le pH et surtout en refaisant le plein énergétique de sols épuisés par des techniques sophistiquées de culture qui dépassent les simples capacités d'un sol, si fertile soit-il! Le second aspect réside dans la récupération de la matière ligneuse de mauvaise qualité pour des fins énergétiques.

L'évolution des sciences durant la dernière décennie, en particulier des sciences biologiques, nous apporte des connaissances qui nous forcent à réfléchir sur nos façons de voir la vie. Si la révolution industrielle nous a indiqué l'importance fondamentale de la chimie dans tous les aspects de la vie, elle ne nous a pas permis de la comprendre pour autant dans sa diversité et son interdépendance. **C'est en intégrant nos connaissances chimiques, physiques et physico-chimiques aux notions de diversité et d'interdépendance que nous modifions actuellement très profondément nos conceptions fondamentales.** Dans la même mesure que nous jouons souvent aux apprentis sorciers avec les biotechnologies, nous commençons à comprendre *que la forêt est avant tout un immense processus biologique, tendant vers des équilibres qui sont à la fois robustes et fragiles.* C'est par le sol que la pérennité et la stabilité des écosystèmes forestiers se maintiennent, ou se défont.

Il nous semble de plus en plus évident que le peu d'attention portée aux sols forestiers nous a coûté fort cher tant du point de vue agricole que forestier, puisque tout le domaine agricole du Québec est issu de celui de la forêt. **Il faut avec sagesse et patience refaire les liens naturels qui existent entre l'agriculture et la foresterie.** C'est en s'estimant mutuellement que l'économie et la société avanceront, et non pas par la constitution de classes factices qui ont leur origine souvent dans la stratification de la vieille société européenne. Cette unification de deux mondes qui ont évolué souvent aux antipodes l'un de l'autre, mais côte à côte, serait certainement l'une de nos plus grandes caractéristiques sociales et culturelles.

10. Une valorisation culturelle de la forêt dans le monde rural.

Avant de s'insérer correctement dans la société, il faut que la forêt trouve sa place dans la culture collective au même titre que l'agriculture, la médecine ou la religion. *Ce n'est pas par l'argent qu'on y parviendra, mais en l'habitant, en la cultivant et en tirant une subsistance convenable* Ainsi, tout le monde rural en sortira grandi, plus riche monétairement et culturellement, avec une solidarité qui, pour beaucoup, est en voie d'effritement.

Dans notre histoire, peu de conjonctures auront été aussi favorables que celle qui se développe actuellement, particulièrement au Québec, où peu de générations séparent les urbains que nous sommes de ce que nous avons été durant plusieurs siècles: des ruraux mais avant tout des paysans. On a qu'à regarder les valeurs fondamentales de notre langue pour comprendre que tout est marqué au coin des valeurs paysannes.

Nous avons souvent, dans le cours récent de notre histoire, mis notre espoir dans les mains de l'Etat. Dans le domaine forestier, il faut conclure que ce ne fut pas au bénéfice de la forêt, mais plutôt à celui de l'industrie de transformation et par ricochet à celui de toute la société urbaine. L'évolution de la technique fut conforme aux tendances lourdes de la deuxième moitié de ce siècle. Toutefois, il faut admettre que cette tendance à la surexploitation, tributaire de la surconsommation, est en voie de changer sans trop savoir comment. Nous avons convenu entre nous, depuis près de un demi- siècle, de ne plus nous massacrer par les guerres de façon délibérée. Nous faisons maintenant des efforts pour faire la part du capital et celle des intérêts dans l'exploitation de notre milieu naturel. C'est un changement culturel majeur auquel nous sommes en mesure de souscrire en nous impliquant par la voie de la propriété dans cet immense domaine qu'est la forêt québécoise.

Il est plus que temps de constater que notre société paysanne est notre richesse la plus profonde et la plus distinctive en milieu nord-américain. Dans le but de nous adapter à ces nouvelles valeurs, dès le milieu du XIX^e nous avons été forcé de la sacrifier sur l'autel du progrès industriel en l'exportant sur les marchés de la Nouvelle-Angleterre ou en la "consommant" sur place comme tâcherons dans l'exploitation des premières grandes forêts

industrielles. Si nous avons cessé d'exporter notre main-d'œuvre industrielle vers les USA, il n'en va pas de même de la main-d'œuvre forestière qui est toujours active dans l'état du Maine en particulier, puis dans le nord de l'Ontario et dans les provinces canadiennes de l'ouest comme l'Alberta et la Colombie Britannique. Tout comme au siècle dernier, nous sommes encore à exporter notre main-d'œuvre que nous considérons toujours comme vile prix. Cela nous permet de juger de l'ampleur du paradoxe qui a cruellement marqué le monde rural, qui s'est vu et se voit trop encore souvent troqué pour des vétilles.

Si pour plusieurs, l'histoire est ancienne, il n'y a qu'à regarder le monde rural pour constater qu'elle est tout à fait d'actualité, en particulier dans la société paysanne liée à la forêt. Les amérindiens du Québec nous disent et nous montrent, à tous les jours la valeur fondamentale que représente la terre et en particulier celle de la forêt. Il faut que cet immense domaine fasse intimement partie de la culture pour lui donner la valeur écologique qu'il recèle. Traduit en termes monétaires, la plus-value n'a qu'une valeur immédiate et voisine de zéro comme nous nous devons de le constater. Il faut y ajouter tous les autres facteurs qui font de cette dernière un "être" complexe et multiple qui se survit toujours à lui-même, qui agit comme régulateur et milieu de vie.

11. L'éducation: une dimension à inventer.

L'éducation et l'instruction, telles que nous les concevons depuis plusieurs siècles sont destinés à apprendre des règles par la voie de la conceptualisation. Tous les efforts que nous mettons à apprendre l'alphabet, puis la grammaire et la littérature vont dans le même sens, puisqu'il est à peu près impossible de procéder à l'inverse, à moins d'une culture orale comme ce fut longtemps le cas en Europe. Toutes les techniques, servant à faire apprendre autre chose que des concepts, sont considérées comme des apprentissages.

Nous avons perpétué cet état de chose dans nos institutions et dans nos cultures, particulièrement celles d'origine latine où les artisans sont catalogués comme tels avec une "valeur" sociale qui interdit de franchir les seuils supérieurs. Il nous semble que ce soit la possibilité de conceptualiser qui ait agi comme norme sociale où les armes pouvaient permettre à certains des affranchissements sociaux. Au départ de la France, avec le traité de

Paris de 1763, il devint impossible de rétablir les classes sociales, hormis celle de l'Église, ce qui confina le monde paysan à la terre et, plus pauvre encore, à la forêt. Cette stigmatisation de la nature se fait encore sentir d'où l'empressement à quitter cette "terre de douleur" pour plusieurs. C'est malheureusement encore le sort de millions de paysans du Tiers-Monde. Dès lors, nous sommes retournés à la culture orale pour beaucoup, si riche et si colorée par tous les évènements de la vie. C'est ainsi que la vieille culture est encore vivante et que la terre l'a protégée.

C'est ici que se joignent les mondes de la culture et de l'éducation, de la conceptualisation et de l'apprentissage. Comme beaucoup d'activités humaines, l'éducation a tendance à se perpétuer comme valeur en créant et en imposant ses propres règles; ainsi naissent les grandes civilisations. Sans l'apport de la technique, cette façon de transmettre le savoir et les règles qui le régissent et la société qui lui donne vie, n'ont eu, jusqu'à nos jours, que très peu d'impact sur tout ce qui regarde la nature et l'utilisation des ressources naturelles. Toutes les catastrophes à ce chapitre n'ont été que l'amplification par l'homme de ce qui était inscrit dans la nature même (sécheresse, inondations, éruptions volcaniques...).

Nous en arrivons donc à la conclusion que les anciennes divisions de la transmission de la connaissance, encore là de nos jours, ne suffisent plus pour permettre au monde rural de vivre ouvertement en concurrence, tout en s'adaptant. Il faut plus et surtout une approche fort différente de la réalité. Dans le contexte actuel, l'Université ne s'est adressée, à toute fin pratique, qu'à la formation intellectuelle par la voie des concepts dont les mathématiques sont la base de transmission privilégiée. Tardivement, l'on s'intéresse aux professions qui sont un compromis entre le savoir et la pratique. Toutefois, pour maintenir le savoir comme barème social, les hommes ont inventé les professions à bases corporatives.

Il faut donc s'attaquer à mettre sur pied d'autres façons de transmettre la connaissance qui soient à la fois conceptuelles, culturelles, factuelles, tout en étant tangibles et synthétiques. C'est par la pratique que l'on fait passer le mieux cet enseignement mais avec tout une "arrière-pensée" issue directement de notre perception des valeurs sociales qui veut que le conceptuel soit "sublime" et que le pratique soit "terre-à-terre et dégradant". **Voici un**

paradoxe social qui ne peut s'expliquer que par des pratiques de ségrégation sociale extrêmement anciennes et inscrites profondément dans la culture.

Toute insertion du monde forestier dans le dynamisme de la société rurale doit passer par une reconstruction des méthodes de passage de la connaissance et une modification de la culture fondamentale. **L'Université doit s'y employer, mais également tout le système éducatif, fut-il privé ou d'État.** Le maintien des vieilles structures mène au désarroi puis au désastre pur et simple. Les solutions doivent venir du monde rural lui-même, aidé par les autres secteurs de la société; non pas de la hiérarchie actuellement en place qui semble offrir peu ou pas dans ce domaine, qu'un fonctionnarisme plus lourd et plus rigide encore. Ici plus qu'ailleurs, il faut se prémunir contre les tentations de nos politiciens d'acheter les solutions, le plus souvent en copiant ce qui se fait ailleurs. Tout comme la société québécoise doit compter sur elle-même pour son développement et son rayonnement, la société rurale doit cesser de se "vendre" et de s'exporter, non pas pour retourner en arrière, mais tout simplement prendre sa place, celle de l'homme dans un monde qui a décidé de se civiliser en ayant recours, avant tout, à la paix plutôt qu'à la guerre toujours attrayante pour le plus fort. En même temps, il faut avoir recours à la diversité, à la concurrence, à la logique et au paradoxe.

Il va de soi que les choix faits par la société en général ont été fort différents, depuis une ou deux générations, de ceux qui ont eu cours durant les siècles précédents. Nous avons opté pour le progrès technique, en espérant que les autres formes de progrès suivraient. Le seul fait de vouloir apporter des solutions aux conflits, sans avoir recours aux armes ne les excluent pas, mais semble apporter une lumière sans pareil. Toutefois, il faut bien reconnaître que si les tendances sont aux dominations subtiles, il n'en va pas de même dans d'autres secteurs vitaux de notre univers. La crise écologique puis environnementale qui s'est manifestée avec l'arrivée du DDT, il y aura bientôt 50 ans, n'a de cesse depuis. Elle manifeste son agressivité vis-à-vis notre milieu de vie. Si, dans un premier temps, les bénéfices sont grands, il faut maintenant s'interroger. Qui mieux que le monde rural peut apporter son expérience, son savoir et sa culture pour évaluer, innover et contrôler les aberrations et les omissions du nouveau mode de vie dans lequel nous entrons. On a répondu trop souvent par la négative ou par le retrait, en laissant "**ceux qui savent**", de l'Université ou de l'industrie, prendre les décisions qui furent et sont encore unidirectionnelles, c'est-à-dire pour le monde

industriel et le monde urbain. Il est facile de prendre le parti de dire: ce sont les autres qui prennent toutes les décisions et qu'il ne nous reste qu'à les subir. Ce fut le lot du monde paysan durant des siècles. Cela ne correspond plus à notre réalité, mais il est facile d'utiliser ce comportement pour justifier de faire prendre les décisions par d'autres. C'est le combat paradoxal entre la concentration et la diversité.

12. Que peut donc l'Université....!

Dans notre civilisation, l'Université est une vieille dame qui est née en pleine Renaissance, à Bologne en Italie, pour donner la chance aux maîtres de l'époque d'enseigner leur savoir aux étudiants qui le demandaient. Comme son nom l'indique, c'est à l'univers des connaissances de l'époque que l'Université s'adresse. Dans la mesure où notre monde s'est diversifié, l'Université s'est adaptée aux nouvelles réalités. Elle s'est longtemps restreinte à la philosophie, puis à la théologie, à la littérature et aux lettres, etc. Tardivement au siècle dernier, vinrent se greffer le droit et les sciences, la médecine, les mathématiques, la physique et la chimie, puis l'agriculture, le génie, l'architecture, les sciences sociales, économiques et politiques, etc...

Ce n'est qu'au début de ce siècle que la forêt eut droit de cité dans l'Université. Entre-temps, c'est à Heidelberg, en Allemagne au milieu du XIX^e siècle, que pour la première fois, enseignement et recherche, sont associés au sein de l'Université, ce qui est devenu la marque même de cette institution en ce XX^e siècle. L'évolution de l'Université est tout à fait parallèle à celle de la société. Son financement, d'abord assuré par l'Église et par l'État ensuite, est devenue entreprise privée peu de temps après son entrée aux USA; encore une fois à l'image de la société.

D'abord liée à la spiritualité, à la théologie et à la philosophie, l'arrivée de la science et de la technologie bouleverse de fond en comble la société mais également l'Université. Dès lors, elle apparaît plutôt comme un bouillon de culture où fermentent évolution et révolution, ce qui la rend suspecte dans bien des pays. Ce n'est qu'au début de ce siècle que la forêt obtient droit de cité dans l'Université au Québec et, 80 années plus tard, ne fait que commencer à prendre une place modeste, mais vue comme insolite par plusieurs pour ne pas

dire autrement. Très curieusement, c'est par la technologie que la foresterie prend discrètement sa place, le financement étant assuré par les fonds publics. La forêt n'aura pas été capable de gagner ses galons. Il aura fallu des menaces d'épuisement comme au début du siècle ou encore d'épuisement et de catastrophes écologiques pour qu'elle soit perçue dans sa réalité actuelle.

Toutes les remarques que nous avons faites soulignent le fait que la forêt, bien qu'une des plus grandes dispensatrices de biens, soit perçue comme une orpheline, sans charme ni dot et qui ne demande qu'à être "exploitée" docilement pour le plus grand bien de la communauté internationale, nationale ou locale. Cette perception fut au détriment du monde rural, et plus que partout ailleurs, le déclin de la forêt dans l'économie nationale apporte l'érosion des fondements de notre société et de notre économie à cause de son importance dans le produit national brut.

Au début, la foresterie, par son Ecole Forestière, était fortement liée aux besoins de l'État et des grandes sociétés d'exploitation. Lorsque l'École devint Faculté, ce fut encore au modèle suggéré par l'État. Puis vint l'époque des premiers changements où l'aspect "génie" cède lentement le pas à l'"aménagement" pour un meilleur avenir et de meilleurs rendements immédiats. Du même souffle, le côté administration et gestion des terres cède lentement la place à la technique et particulièrement à celle des mesures avec des applications en aménagement et en détection par la voie des satellites.

L'évolution rapide des techniques est en train de confiner l'Université, et singulièrement notre faculté dans des rôles particuliers, le plus souvent issus de la conjoncture économique ou politique, tant à l'intérieur de l'Université qu'au niveau national ou international. Dans le contexte qui est le nôtre, il semble de plus en plus évident que l'Université a un rôle fondamental et essentiel à jouer, qu'aucun autre partenaire social n'est capable de remplir, à cause de la diversité et de l'étendue du patrimoine forestier. Il semble que la forêt ait toujours fait partie d'une autre planète.

Si nous examinons, un à un, les partenaires sociaux comme l'État, l'industrie, l'Église, les grands syndicats, personne n'est impliqué dans la forêt si ce n'est que pour en tirer

des bénéfiques. Nous pensons que le rôle qui revient à l'Université dans ce cas est particulièrement important et lourd. Tout ceci doit être fait sans brusquer ou déplaire aux partenaires sociaux, mais plutôt en faisant la coordination des efforts et des idées.

A cause de la particularité de la forêt dans l'ensemble des valeurs de notre société, même l'Université a des difficultés à assumer son rôle. La taille des institutions actuelles leur impose une fragmentation interne en parallèle avec les divisions de la société. Ainsi est-il très difficile de coordonner les efforts de la foresterie avec ceux des Sciences sociales ou des Sciences Economiques, de l'Agriculture, des Sciences et Génies, du Droit et de la Médecine dans l'optique et la philosophie dans laquelle s'est développée notre Université.

La révolution de l'éducation au Québec a eu principalement pour effet d'introduire de l'extérieur des normes et des principes qui, dans bien des cas, ne sont pas encore digérés par les différents niveaux de l'Université. La principale fonction de l'Université est devenue l'enseignement pour la multitude et la recherche pour plusieurs. Les liens séculaires de maître à élève ont été rompus, rendant le dialogue difficile entre les différents intervenants universitaires entre eux et avec les étudiants qui en dépendent. Cela singularise la position de la foresterie dans le débat social qui s'amorce au niveau du monde rural.

Nous sommes confrontés à la nécessité d'augmenter la recherche et l'enseignement et, en même temps, il nous faut sortir de nos laboratoires et apporter ce que nous savons, tout en soulignant ce que nous ne savons pas. Il nous faut être au service de l'industrie de la société urbaine; mais surtout de la société rurale qui seule est capable de modifier l'évolution des choses dans le débat écologique maintenant bien engagé. Autant il fut logique jusqu'ici de mettre l'emphase sur la modernisation de l'exploitation forestière par l'invention mécanique et la rationalisation de la gestion, autant il est devenu obligatoire de permettre à l'homme de prendre sa place dans cet immense domaine forestier.

Aucun autre intervenant dans notre société ne peut avoir un rôle aussi vital dans la cohésion nécessaire entre l'éducation, la science et l'industrie. L'Université, à ce jour, remplit bien timidement ce rôle en laissant les "forces du marché social" s'exprimer librement. Il est malheureusement plus facile de prodiguer avis et conseils dans l'aménagement forestier des

pays du Tiers-Monde que de s'occuper du nôtre. C'est un autre grand paradoxe qui est propre aux secteurs de production primaires de tous les pays développés, depuis les pêches en passant par l'agriculture et la foresterie. Dans le même temps, ce sont des secteurs à forte implication sociale qui sont à la base de la culture et de la vie tout simplement. C'est également de là que partent toutes les révolutions et les chamboulements sociaux.

L'Université n'est certes pas capable de prendre la responsabilité de guider les changements qui s'imposent de toute évidence. Elle est elle-même trop fragile. Elle manque de cohérence interne et est largement sous-financée. Mais par son influence et sa position cruciale sur l'échiquier social et économique, elle doit prendre sa place parmi tous les intervenants sociaux en permettant au monde rural d'occuper la place qui est la sienne.

L'un des premiers rôles que peut et doit jouer l'Université serait de mettre tous les intervenants du milieu forestier en contact les uns avec les autres. C'est là que l'Université trouverait une très large partie de ses racines et de sa raison d'être, plutôt que de se vanter avec pompe de sa propre existence.

Tous s'entendent sur le fait que le pauvre secteur privé de la forêt québécoise ne représente que 10% de la superficie totale du domaine forestier. Il est responsable de près de 25% de la production. C'est encore une fois une analogie valable avec le système soviétique agricole qui s'écroule, après plus de 70 années de centralisation et d'égalitarisme au niveau des privilèges et des droits, mais avec un rejet des responsabilités individuelles et des devoirs de chacun. Faudrait-il croire que le système communiste est d'une perfection telle qu'il nous faudrait le copier? Encore une fois, nous devrions nous arrêter longuement à réfléchir sur cet aspect de l'égalitarisme que tous nous cherchons au niveau de la redistribution de la richesse collective. **Nous avons tous concentré notre attention sur la production de la richesse sans porter attention aux personnes et aux petites technologies développées par toute la société rurale et qui a permis à l'industrie de transformation de s'établir et de prospérer depuis les 150 dernières années.**

Malheureusement, peu ont porté attention à l'apport social du monde rural à l'industrie forestière. Le plus souvent, nous sommes-nous contentés d'explorer les contes et légendes

sans toucher l'histoire industrielle et technologique de tout ce monde qui a fourni, et fournit encore une part si importante de notre richesse collective dans notre économie. Il faut donc faire tous les efforts possibles pour établir un lien fort et permanent avec les jeunes de l'Université qui prendront les décisions, en toute lucidité et en toute connaissance, **de ce qu'est le secteur forestier dans son âme, sa réalité sociale et non seulement sur les prix payés au mètre cube pour des bois récoltés par des machines qui coûtent toujours trop cher.**

La tendance des dernières décennies a été à plutôt à l'inverse. Tout fut mis en œuvre pour introduire dans le secteur privé les techniques développées, le plus souvent à l'étranger pour le secteur public. Ce sont là les motivations de l'État pour abolir les lieux de peuplement en milieu forestier, y réduire les services, substituer aux techniques d'aménagement et de sylviculture dans les prélèvements et la gestion des stocks, des techniques de plantation avec l'aide de tout ce que la chimie peut fournir. Il semble évident que nous avons tous succombé aux charmes de l'argent et de la technologie, étant plus facile de prendre des risques collectifs que personnels; qu'il est également plus facile d'acheter de la technologie étrangère que d'instruire, mettre au travail et de permettre le financement de milliers de producteurs propriétaires et responsables. Tout comme Ulysse, nous sommes attirés par le chant des sirènes. Il faut réévaluer le rôle des groupements forestiers dans tout le domaine de la forêt privée et, en particulier, sur l'effet "démotivant" de posséder sa propre entreprise, d'exercer son propre jugement et de prendre ses propres risques les mieux éduqués possibles. Cela nous semble être la véritable démocratie et le véritable exercice de la liberté et de l'entraide.

C'est, à n'en pas douter, la base même de la vie et de notre économie qui repose dans les mains du secteur privé à tous les niveaux, depuis la très grande industrie jusqu'au plus humble des propriétaires forestiers. C'est une vérité que nous avons oubliée depuis des lustres et des décennies. L'abondance des capitaux, de la ressource et l'absence véritable de compétition sur les marchés internationaux, le tout bien enveloppé par une main-d'œuvre abondante et, dans les années 70, une technologie d'exploitation peu onéreuse, permettaient toutes les audaces à la grande industrie. Encore aujourd'hui, nous courons tous après une utopie qui est celle de la "productivité durable" alors que c'est l'écoviabilité qu'il nous faut chercher et qui ne peut être atteinte que par la connaissance, la culture et l'équilibre.

Nous pensons que l'Université devrait être le ferment de cette **écoviabilité** en plantant ses racines dans tous les replis du secteur privé et susciter cette **écoviabilité** tant économique que sociale, tant écologique que scientifique.



ISBN 2-550-22796-4

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec. 1991

publication n° 17
février 1991
(cinquième édition 2004)
édité par
Le Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux
Département des Sciences du Bois et de la Forêt
Faculté de Foresterie et de Géomatique
Université Laval
Québec G1K 7P4
QUÉBEC
Canada
courriel:gilles.lemieux@sbf.ulaval.ca
FAX 418-656-5262
tel. 418-656-2131 poste 2837
ISBN 2-550-21827-2